

AVORTEMENT, NOS DROITS, NOS CHOIX !!

Les féministes espagnoles organisent une manifestation à Madrid le 1er février

Mobilisons nous pour les soutenir - **Manifestons partout ensemble**

SAMEDI 1er FEVRIER

10h – Bourg en Bresse

Devant la mairie et face à la permanence de Xavier Breton

En France aussi, ce droit est menacé en permanence et doit être défendu
Xavier Breton, député de l'Ain, veut dérembourser l'IVG !

Dans le cadre des discussions autour du projet de loi sur l'égalité entre hommes et femmes, plusieurs députés UMP, dont Xavier Breton, ont déposés un amendement proposant l'abrogation de l'article du code de la sécurité sociale prévoyant le remboursement d'une IVG.

L'accès à l'avortement est indispensable pour permettre aux femmes de choisir elles-mêmes si elles veulent un enfant et à quel moment. Son déremboursement, comme son interdiction, ne supprimeront pas le recours à l'IVG mais condamneront les femmes à avorter dans la clandestinité, comme il y a 50 ans !

C'est une attaque inacceptable contre la liberté des femmes à maîtriser leur corps, et une attaque plus grave encore contre les plus précaires, qui mettrons leur santé en danger pour préserver cette liberté.

Cet amendement défendu par Xavier Breton est encore une fois l'expression d'une droite réactionnaire déniait sans cesse le droit des femmes à disposer de leur corps. Les mêmes régressions sont à l'œuvre dans plusieurs pays d'Europe, et notamment en Espagne où le gouvernement veut rendre presque inaccessible le droit à L'IVG.

Le combat des femmes espagnoles pour défendre ce droit fondamental est le nôtre, c'est le combat de toutes celles et ceux qui veulent l'égalité entre les femmes et les hommes.

Signataires :

Non à la régression des droits des femmes en ESPAGNE et ailleurs !

20 décembre 2013, le gouvernement espagnol Rajoy veut annuler la loi autorisant l'avortement, rappelant les sombres heures du franquisme.

Il revient sur la loi obtenue en 2010 qui légalisait l'avortement jusqu'à 14 semaines d'aménorrhée (22 pour raison médicale) au mépris des recommandations des textes internationaux de l'Organisation Mondiale de la Santé et de l'Organisation des Nations Unies.

Renouant avec des pratiques qui dénie la liberté de choix aux femmes au mépris des droits humains fondamentaux, il annonce clairement son projet de société : maintenir les femmes dans un statut social étroit et de soumission.

Cette attaque du gouvernement espagnol s'inscrit dans l'offensive européenne des opposants aux droits des femmes comme l'a illustré en décembre 2013 le rejet du rapport Estrela par le Parlement européen (rapport sur la santé et les droits reproductifs traitant de l'accès aux contraceptifs et à l'avortement, de la procréation médicalement assistée, de l'éducation sexuelle et de la liberté de conscience). Ce rapport proposait que l'avortement soit de la compétence de l'Union européenne, encourageant ainsi tous les états membres à l'autoriser.

Ce refus d'accepter le droit des femmes à disposer de leur corps, cette persistance à les considérer comme des sous citoyennes incapables de décider par elles-mêmes désigne l'enjeu : quelle société voulons-nous ?

La liberté face à l'obscurantisme !

Ce combat rejoint les luttes que nous avons menées et que nous continuons à mener dans notre pays. Car, si le droit à l'avortement est bien inscrit dans la loi française, la concrétisation du droit à travers des centres d'avortement nombreux, permettant un accueil et des soins de qualité, n'est toujours pas assurée de manière satisfaisante dans toutes les régions.

C'est aussi un soutien à toutes les femmes obligées de se rendre dans une autre région ou dans un autre pays parce que là où elles vivent l'accès à l'avortement est difficile, voire interdit.

Nous appelons à :

- Lutter pour une Europe où toutes les femmes pourraient disposer librement de leur corps sans contrainte étatique et religieuse, et qui intègre ces droits à la Charte européenne des droits fondamentaux ;
- Soutenir le combat des femmes espagnoles pour conserver l'acquis qu'elles ont gagné de haute lutte.

**Non à l'ordre moral qui veut gérer nos vies,
Oui à nos droits, tous nos droits et à la liberté de choix d'avoir un enfant ou non**